



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine

Mouguia, C.M.

Citation

Mouguia, C. M. (2023, November 22). *Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Version: Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

CHAPITRE I

INTRODUCTION GENERALE: PROBLEMATISER LA JEUNESSE ET LA VIOLENCE RECURRENTE DANS L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE

En 2018, nous faisions des entretiens de suivi avec Mike¹ (18 ans) qui venait de finir un stage de formation en mécanique-automobile financé par l'UNICEF au Centre Don Bosco à Damala (périphérie de Bangui), et qui cherchait vainement à trouver du travail, certificats de formation et de stage en main. Mike est un adolescent originaire de Bossangoa (centre ouest de la RCA) où ses parents ont été assassinés par les rebelles de la *Séléka*, une coalition de groupes armés qui a pris le pouvoir de l'Etat par la force en mars 2013. Dans sa fuite avec sa sœur cadette après l'assassinat de leurs parents, ils sont tombés sur un groupe de miliciens anti-*Balaka* (une force anti-*Séléka*) qui se sont chargés de les protéger. Cependant, alors qu'il n'avait que 13 ans, Mike a fini par intégrer le groupe comme combattant ; sa sœur assumant le rôle de "ménagère". Jusqu'à son arrivée à Bangui en décembre 2015, Mike est devenu le garde du corps du chef de la faction anti-*Balaka* qui les a pourtant initialement recueillis pour les protéger. En replongeant dans son passé pour comprendre davantage sa trajectoire biographique, nous découvrons qu'il a été depuis son plus jeune âge (10 ans), impliqué dans la lutte anti-*Zaraguina*² par ses oncles chez qui il allait passer les vacances scolaires. Voici comment il s'explique lorsque nous lui avions demandé la réaction de son père relativement à l'acte de ses oncles :

Au retour de ton aventure avec tes oncles, que t'a dit ton père sur le fait que tu sois associé aux luttes anti-Zaraguina étant enfant ?

Au fait, mes oncles lui ont déjà dit qu'ils voulaient que j'aille chez eux afin d'être formé. Comme c'est une pratique courante au village ; lorsqu'un membre de la famille dit qu'il a besoin de ton enfant pour le former, tu ne peux pas refuser. Puisque c'est pour aguerrir l'enfant. C'est ce qui s'est passé. Donc mon père en était averti.

Ton expérience antérieure avec les Anti-Zaraguina a-t-il été aussi à la base de ta décision de t'engager comme combattant avec les Anti-Balaka ?

Même si je n'étais pas allé là-bas [avec les Anti-Zaraguina], j'allais quand même intégrer le groupe des Anti-Balaka. Puisque les *Séléka* ont commis trop de massacres dans notre ville [Bossangoa]. Tout cela m'a énervé et je me suis dit que je dois intégrer le groupe des Anti-Balaka pour venger ce que les *Séléka* nous ont fait (entretien avec Mike, Bangui, mars 2018).

Ce récit est illustratif d'un contexte de contraintes et de violences récurrentes au sein duquel évoluent les jeunes en Centrafrique dans une interaction avec d'autres acteurs aux pouvoirs plus

¹ Par souci d'anonymat, le prénom a été changé. Dans cette thèse, nous faisons de même pour tous nos interlocuteurs de moins de 18 ans et ceux qui ne nous ont pas autorisé à citer leurs noms.

² Les anti-*Zaraguina* sont un groupe de villageois armés d'armes artisanales ou un groupe de peuls archers qui pourchassaient les *Zaraguina* (ou *Zargina*) qu'on peut décrire comme des coupeurs de route, kidnappeurs et bandits de grands chemins (voir notamment Chauvin & Seignobos, 2013).

importants. Cela dit, pour décrypter ce contexte trouble et les acteurs qui y gravitent, nous proposons le concept d'*arène* politique, descriptif d'une situation de confrontation qui s'est enracinée au fil du temps, dans la durée.

I. Trajectoire de Mike, une illustration de la dynamique historique de l'arène politique centrafricaine

Le parcours de Mike atteste de la prédominance d'un contexte marqué de confrontations, de luttes et d'interactions violentes entre acteurs, situation illustrative d'une arène politique (Faure, 2013). Ce parcours met également en évidence la dimension historique déterminante, d'abord pour comprendre la construction de cette arène politique, et ensuite pour établir les fondements de sa durabilité et appréhender sa dynamique actuelle. Ce récit met également en exergue une diversité et pluralité d'acteurs constitutifs de l'arène politique en Centrafrique : (Anti-) *Zaraguina*, *Séléka*, Anti-*Balaka*, enfants et jeunes affectés et délaissés, ONG et Agences d'aide, Etat failli, etc. Parmi ces acteurs, il y a lieu de mettre en lumière la place et les rôles des jeunes qui sont au cœur de cette arène politique et dont l'omniprésence sous-tend la reproduction et/ou la pérennisation des conflits violents en Centrafrique. Ainsi, étant enfant, Mike a été associé par ses oncles à la lutte anti-*Zaraguina* comme si ses oncles (et son père) savaient par avance qu'un jour, il aura à se défendre ou à défendre sa communauté face à l'envahisseur ou l'opresseur dans un contexte où la société traditionnelle attribue ce rôle à la jeune génération (Nzila, 2020). Certes, l'histoire semble donner raison aux oncles de Mike, puisque quelques années plus tard, après l'assassinat de ses parents³ en pleine guerre civile, il sera embarqué dans le lutte anti-*Séléka* étant devenu lui-même Anti-*Balaka*. C'est dire que les expériences du passé jouent un rôle crucial dans les comportements des individus dans un contexte d'incertitudes permanentes, d'où nécessité de réexaminer le poids de l'histoire - comme source de mémoire individuelle et collective (De Bruijn & Both, 2018) - dans la compréhension des conflits violents et récurrents en Centrafrique.

Cette trajectoire de Mike démontre enfin que dans cette arène politique, les jeunes, même soutenus après les conflits par des acteurs de la démobilisation type DDR, se confrontent toujours à un contexte qui ne leur offre aucune perspective en termes d'emplois pour leur

³ Plus loin, nous verrons que cette arène s'illustre par le fait même que les parents des jeunes dont les histoires illustrent cette thèse, ont vécu ou vivent également des situations de contraintes. C'est le cas du père de Mike qui a été d'abord contraint d'aller vivre dans les champs pendant des mois, et qui sera assassiné à sa sortie. La dimension historique prend ici toute son importance à travers les expériences des générations précédentes qui ont tendance à préparer les jeunes à affronter les probables violences futures.

réintégration socio-économique. Ce qui accentue leur vulnérabilité dans un environnement caractérisé par la violence et la lutte pour la survie où l'Etat paraît démissionnaire voire inexistant (Marchal, 2009 ; Mouguia, 2022), pour ne pas dire traitre (dans la mesure où l'Etat devient auteur de violence et non protecteur) (ACORD, 2007 : 92). Un tel contexte offre des choix sans véritables choix (cf. Coulter, 2008, cité par De Bruijn & Both, *idem*) aux jeunes qui, par-là, deviennent non seulement des proies faciles pour des acteurs divers, mais aussi des facteurs de reproduction des conflits violents en Centrafrique par suite d'internalisation ou de normalisation de la contrainte (*ibid.*). Cette contrainte est observable dans l'intégration "inévitable" de Mike dans le groupe Anti-Balaka, bien qu'il ajoute qu'il allait tout de même intégrer cette milice anti-Séléka à cause des violences perpétrées par les Séléka sur sa communauté d'appartenance, notamment l'assassinat de ses parents. Une analyse centrée sur l'histoire et les jeunes est donc cruciale pour comprendre la récurrence des conflits violents dans cette arène politique, aspects qui sont marginallement explorés dans l'explication des situations de conflictualité récurrente en Centrafrique.

II. Limites des approches explicatives des conflits et importance de l'histoire et de la jeunesse

Il existe en effet, une pluralité d'approches explicatives de la récurrence des conflits en Afrique qui varie selon les orientations disciplinaires, thématiques, théoriques et conceptuelles des auteurs. Cependant, mis à part leurs contributions respectives, ces approches qui n'occultent pas les dimensions historique et démographique, ne considèrent cependant pas l'histoire et la jeunesse comme des facteurs constants des conflits, en particulier en ce qui concerne la République centrafricaine. Nous mettons donc en avant le poids de l'histoire et l'omniprésence des jeunes pour expliquer les conflits violents et récurrents en Centrafrique, un contexte mieux décrit par le concept d'arène politique.

II.1- L'histoire comme facteur déterminant et explicatif de l'arène politique en Centrafrique

Beaucoup d'auteurs ont analysé la question de la prolifération des conflits infraétatiques aussi appelés "nouvelles guerres" (Badie & Vidal, dir., 2016), surtout leur résurgence depuis la fin de la guerre froide sous l'angle institutionnel, notamment la faillite de l'Etat (Ramel, 2016 ; Taje, 2010 ; Bado, dir., 2015) ou la mal gouvernance (Kipré, 2003) couplée à la soif du pouvoir (Zozime Tamekamta, 2013), la manipulation des populations ou groupes ethniques (Camara,

2006), l'implication d'acteurs externes (Lallau, 2014 ; De Vries & Glawion, 2015, 2018 ; Gomina-Pampali, 2017) ou des complexes réseaux criminels régionaux ou internationaux (Hugon, 2009 ; Huyghebaert, 2009). D'autres auteurs qui ont mis l'accent sur les facteurs économiques, mettent en exergue l'accumulation économique (Le Billon, 2003) favorisée par l'abondance des ressources naturelles (ou "la malédiction des ressources") (Collier et Hoeffler, 2004 ; Luntumbue, 2014), celles-ci étant souvent convoitées (Harsch, 2007 ; Filakota, 2018). D'autres encore mettent en avant l'approche dite de "la nouvelle barbarie" ou les facteurs socio-culturels (Ramel, 2016, en référence à Kaplan, 2000) dont la pauvreté (Utas, 2005, cité par Debos, 2013 ; Nzila, 2020 en référence à Maslow), la haine ethnique, culturelle ou religieuse (Diouf & Collignon, 2001). Enfin, l'accent est également mis sur un enchevêtrement de ces facteurs (Hugon, 2003) qui peuvent intervenir aussi bien dans le déclenchement des guerres internes, que dans leur amplification (Ramel, *idem*).

Pour revenir aux explications des situations de conflictualité récurrente en Centrafrique, il est à noter que peu de référence est souvent faite à l'histoire. En effet, les derniers conflits ont même été systématiquement associés à un clivage nord musulman (Séléka) et sud chrétien (Anti-Balaka)⁴ (Ibanda Kabaka, 2015), ou à un affrontement chrétiens/musulmans par certains médias internationaux de façon caricaturale (BBC News, 2013), ou encore à un afrontement pour le contrôle des ressources (Chauvin *et al.*, 2015). C'est dans cette optique que Ibanda Kabaka (*idem*), méconnaissant l'histoire, soutient que le contexte sécuritaire de la Centrafrique n'a véritablement basculé que pendant la prise de pouvoir par la rébellion Séléka en mars 2013. De ce fait, très peu d'attention est portée à l'histoire et à l'omniprésence des jeunes dans cette arène politique, facteurs qui pourtant, forment la base des conflits armés en Centrafrique. Comme le montrent Béninga *et al.* (2017: 7), très peu d'attention est portée au poids du passé si souvent occulté. C'est le cas de la disparition tragique du Père Fondateur Barthélémy Boganda et son impact sur la vie politique du pays, et surtout une culture de la résistance populaire et de l'autodéfense héritée des résistances communautaires à l'administration coloniale et aux esclavagistes musulmans qui perdurent jusqu'à nos jours. Dans la même veine, Klaas Van Walraven (2019) a également montré l'importance de la causalité historique de longue durée dans les manières dont les modes de conduite politique observables chez les leaders centrafricains (des politiciens aux chefs de guerre) pourraient être nourris par des notions

⁴ L'argument identitaire et régionale reste limitatif et ne facilite pas non plus une intelligibilité profonde des conflits violents en Centrafrique. C'est le cas de la récente fusion des ex-Séléka et Anti-Balaka que tout opposait, au sein de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC), un groupe armé créé et piloté par l'ancien Président François Bozizé pourtant chassé du pouvoir par la Séléka.

anciennes (qualifiées de façon peu idoine de « précoloniales ») de ruse et de brutalité, qui sous-tendent des représentations plus profondes de violence et de pouvoir. Les expériences du passé semblent donc conditionner les comportements des individus même en temps de relative accalmie, comme nous venons de le voir dans le cas de Mike. C'est dire à quel point les luttes contemporaines sont plus particulièrement liées à des processus historiques plus profonds (Ellis, 2001).

Certes, quelques analystes s'intéressent aux facteurs historiques (Ellis, 2001 ; Chabal & Vidal, 2007), notamment les haines historiques, et la faiblesse économique et politique des pays d'Afrique noire qui trouvent leurs origines lointaines dans l'esclavage, la colonisation, et son système d'économie de rente (Camara, 2006). Toutefois, certains appréhendent le poids de l'histoire sur les conflits en compartimentant les époques (époque précoloniale, coloniale et postcoloniale) même si la question de la *longue durée* y est remarquable comme le note Christopher Clapham (1994) à propos des travaux de Jean-François Bayard. C'est dans cette logique que selon Nguinza Akamgbì Kodro (1978), la situation postcoloniale est une perpétuation du système colonial qui a dominé les rapports entre Blancs et Noirs, mais aussi entre les noirs vendus aux colons et leurs frères après l'indépendance. Or, plutôt que de se limiter à l'influence de l'époque coloniale, les analyses devraient de notre point de vue, être inscrites dans la continuité de l'histoire précoloniale.

A ce niveau, deux remarques peuvent être faites. D'abord il est à noter que dans le cas de la Centrafrique, les frontières entre ces différentes époques se brouillent, voire s'effacent complètement du fait de la continuité de la violence sur ce territoire depuis l'époque précoloniale. Par conséquent, les approches qui analysent les conflits comme la résultante des affres de la colonisation ou plus précisément les configurations politico-administratives héritées de la colonisation (Bedziguì, 2008) sont incomplètes du fait de l'ombre précoloniale dans les situations coloniales et postcoloniales. D'autres analyses qui portent sur les groupes rebelles les considèrent comme un produit de la malgouvernance postindépendante (Bénninga, 2022). Or, le cas de la Centrafrique a une assise ancrée dans la lointaine histoire, à l'époque de l'occupation même de ce territoire. De ce fait, l'histoire apparaît ici comme une lentille pertinente pour appréhender les situations de conflictualité récurrente en Centrafrique. Comme le mentionne si nettement Michel Naepels (2012), la reflexion sur l'histoire s'inscrit ainsi dans une orientation maintenue vers la compréhension du présent. Il y a donc un continuum entre le passé lointain

et le présent. De ce fait, bien qu’étant convoqué dans l’analyse des conflits, l’histoire s’analyse ici comme une constante des conflits violents en Centrafrique.

Mis à part l’importance de l’histoire et la longue durée que nous approfondirons dans cette thèse, la moindre référence à la jeunesse, une deuxième constante des conflits violents et actrice permanente de l’arène politique en Centrafrique, traduit une limite dans les approches analytiques comme nous l’abordons au paragraphe suivant.

II.2- Jeunesse comme une constante des conflits violents et récurrents en Centrafrique

Jeunesse et conflit est une thématique assez explorée dans la littérature scientifique, en particulier l’inquiétude que revêt la croissance fulgurante de la population jeune en Afrique (D’Almeida-Topor *et al.* (éd.), 1992) au regard de la rareté de ressources (Malthus, [1798]1963) amplifiée par la pauvreté en Afrique subsaharienne. La jeunesse comme actrice de violence est également évoquée dans l’explication des conflits dans une lancée optimiste, mais surtout pessimiste (Coquery-Vidrovitch, 1992 ; Diouf & Collignon, 2001), notamment une jeunesse nombreuse et délaissée. L’ONG ACORD (2007 : 95, en référence à Population Action International, 2007) rapporte que les pays où les jeunes adultes représentent plus de 40 % de la population adulte courent deux fois plus de risques de sombrer dans les conflits civils par rapport aux pays ayant des proportions plus faibles. Il y aurait donc une corrélation entre le nombre élevé de jeunes et la violence ou le conflit, en particulier lorsque les économies à faible performance et la mauvaise gouvernance s’associent à une poussée démographique de jeunes au sein de la population (USAID 2005, Goldstone 1991, Fuller and Pitts 1990, cités par ACORD, *ibid.*). Ces approches se basent sur l’hypothèse que plus nombreux, les jeunes ont l’énergie et le dévouement, facteurs qui les rendent efficaces dans l’exécution de la violence dans les conflits.

C’est dire que la jeunesse n’est la plupart du temps évoquée que pour décrire les dérives violentes dans lesquelles elle est impliquée comme en Centrafrique (Ceriana Meyneri, 2014 ; Gomina-Pampali, 2017), alors que selon Butler (1990, cité par Comaroff & Comaroff, 2000), le trouble qu’engendrent les jeunes ne doit pas être perçu nécessairement d’une manière négative. C’est dans cette logique que certaines études sur les jeunes qui mettent l’accent sur leur mobilisation dans les actes violents, les envisagent comme bourreaux ou victimes (Honwana, 2000), constructeurs et destructeurs (De Boeck & Honwana, 2000), ou encore pacifiques et violents (Lebœuf, 2014). Certes, que ça soit dans l’un ou l’autre cas (positif ou

négatif), les jeunes sont omniprésents dans les conflits violents. Mais au de-là, ils jouent des rôles moteur et surtout reproducteur, aspects qui sont insuffisamment pris en compte dans les analyses. D'où nécessité de s'interroger sur la place et les rôles que jouent les jeunes dans la récurrence des conflits violents, surtout dans une Centrafrique rompue aux crises violentes, et où prolifèrent plusieurs groupes armés. Cela permet d'analyser les relations entre jeunes et les autres acteurs impliqués dans les violences au-delà des généralisations obscurcissantes en accordant le primat à l'analyse qualitative.

C'est dire à quel point, replacer les jeunes dans l'analyse des conflits en Centrafrique est fondamentale. L'importance de cette prise en compte est renforcée par la similarité des rôles joués par les jeunes par le passé dans le cadre des ripostes/défenses communautaires contre l'envahisseur, et les situations actuelles. Toutefois, une jeunesse nombreuse n'étant pas synonyme de crises violentes comme l'a relevé Cathérine Coquery-Vidrovitch (*idem*), il importe d'analyser le processus ayant conduit à la transformation des jeunes comme acteurs de violence dans cette arène politique, sachant qu'il existe une frange de cette population qui résiste à la mobilisation violente dans des contextes de violence (Iwilade & Ebiede, éds., 2022).

Pour revenir au cas centrafricain, il y a lieu de rappeler que si le regard des chercheurs sur les jeunes en Afrique s'est transformé, passant d'une vision alarmiste d'une génération « perdue » au début des années 1990, à une valorisation comme une catégorie sociale dynamique et créative depuis la fin des années 1990 (Gosselin, s.d.), la situation en Centrafrique ne semble malheureusement pas suivre cette évolution. Béninga *et al.* (2017) montrent dans ce sens que la situation sociale des jeunes en RCA est aujourd'hui marquée par des manipulations et promesses politiques fallacieuses, au point qu'on assiste depuis 1990 à une instrumentalisation politique des jeunes à travers des enrôlements incitatifs dans les milices et groupes armés hétéroclites. La question de leur éducation et promotion comme acteurs de développement n'ayant pas été efficacement prise en main par les pouvoirs publics, « Ils constituent des proies faciles pour les gourous de tous bords prêts à les enrôler dans les mouvements militaro-politiques et milices » (p. 14). D'où nécessité d'analyser cette omniprésence des jeunes dans cette arène politique marqués de conflits violents et récurrents en Centrafrique.

Les facteurs historique et démographique doivent donc à plusieurs égards, être interrogés en vue parvenir à une intelligibilité profonde des conflits en Centrafrique. Cela permettrait donc de déboucher sur des pistes prometteuses pour des solutions durables.

II.3- Questions et hypothèses : à la recherche de l'importance de l'histoire et du rôle des jeunes dans les conflits violents et récurrents en Centrafrique

Il est évident que l'absence de l'Etat et la malgouvernance, l'abondance des ressources naturelles dont regorge le territoire centrafricain, sa population parsemée et pauvre, les implications d'acteurs externes, une jeunesse nombreuse, mal ou non encadrée et désœuvrée, les différences culturelles et/ou religieuses ou un enchevêtrement de ces éléments pèsent sur l'instabilité politique et sécuritaire de ce pays. Si ces éléments constituent des facteurs qui expliquent la conflictualité en République centrafricaine, il est cependant crucial de sortir de ces sentiers battus pour explorer en profondeur les poids de l'histoire et des jeunes afin de comprendre la complexité de l'arène politique qu'on observe aujourd'hui en Centrafrique.

Cela dit, il est fondamental de se demander comment le territoire actuel de la Centrafrique est-il devenu une arène politique particulièrement violente ; quel (s) rôle (s) jouent les jeunes dans un tel contexte, et avec quelle (s) capacité (s) d'action? Cette question fondamentale à deux volets nous amène à nous demander en quoi la lecture historique est-elle importante dans les études sur les conflits et les jeunes en Centrafrique ? N'est-on pas finalement en face d'une pérennisation des anciens systèmes de prédatation en terre centrafricaine où l'utilisation des jeunes s'apparente à l'accaparement des ressources naturelles? Autrement dit, les jeunes ne sont-ils pas devenus *in fine* des "ressources" pour les acteurs de l'arène politique en Centrafrique au même titre que les ressources naturelles et "hommes-ressources" recherchés durant l'époque des razzias (esclaves), pendant la colonisation (porteurs, main d'œuvre forcée), et à l'époque postcoloniale (rebelles, miliciens et militants politiques) ?

Ces interrogations nous conduisent à explorer l'importance ou le poids de l'histoire dans le façonnement de l'arène politique en Centrafrique certes, mais aussi et surtout, à décrypter les capacités d'action des jeunes face aux acteurs de cette arène politique à partir des rôles et places qu'ils y occupent. Pour ce faire, plusieurs hypothèses peuvent être émises :

- L'élément historique qui s'exprime par une succession des histoires violentes en Centrafrique est un facteur explicatif fondamental de la récurrence des conflits violents en Centrafrique ;
- Ces conflits violents et récurrents, une mutation du passé, ont progressivement fait du territoire de la Centrafrique une véritable arène politique particulièrement violente, terrain ou théâtre de jeux de plusieurs acteurs dont les entrepreneurs de la rébellion ;

- Les jeunes qui grandissent dans ce contexte trouble, ont une agentivité limitée face aux divers acteurs de cette arène qui les considèrent comme des ressources au même titre que les ressources naturelles exploitables ; ce qui conduit à reproduire le cycle de la violence armée dans le pays.

Ces préoccupations ouvrent la voie à l'exploration profonde des facteurs permanents de reproduction et de pérennisation des conflits violents dans un contexte centrafricain où, malgré les multiples interventions⁵ tendant à rompre le cycle de la violence, celle-ci semble constituer une constante de l'arène politique en RCA. Par ailleurs, une prise en compte des éléments histoire et jeunesse dans l'analyse de cette arène politique permettrait à termes, de comprendre au niveau global, la radicalisation ou l'implication croissante des jeunes dans les mouvements extrémistes ou violents à l'instar des régions du Sahel et des Grands Lacs.

Dans ce qui va suivre, nous allons expliquer le pourquoi du concept d'arène qui, de notre point de vue, décrit parfaitement la situation qu'on observe sur le territoire centrafricain. Nous verrons alors comment cette arène s'est construite au fil du temps, et avec quels acteurs. Ensuite, nous insisterons sur le concept d'agentivité, c'est-à-dire les capacités d'action dont disposent les jeunes face aux acteurs de cette arène de la conflictualité en Centrafrique.

III. L'arène politique en Centrafrique et l'agentivité des jeunes

Arène politique et agentivité sont deux concepts descriptifs et analytiques mobilisés ici pour comprendre la récurrence des conflits violents en Centrafrique. Loin de décrire des situations distinctes, ces deux concepts sont complémentaires, bien que le concept d'arène soit davantage rattaché au contexte que nous explorons en Centrafrique, et celui d'agentivité, lié à la capacité d'action des jeunes sur ce territoire.

III.1- La Centrafrique, un contexte et une histoire de violence

Logé en plein cœur du continent africain comme son nom l'indique "République centrafricaine", ce pays de 623 000 km², indépendant depuis le 13 août 1960, est l'un des plus méconnus de la planète si ce n'est par le biais de ce que les médias ont l'habitude de qualifier

⁵ Béninga *et al.* (2017) rappellent que depuis 1997, la RCA a enregistré treize missions de maintien de la paix, d'où cette appellation « terre de contingents de paix ».

de "scandales"⁶, au point de faire dire à Tuquoi (2016) que la RCA est un pays oublié, qui n'est resurgi des mémoires qu'en charriant drames et violences. Nous ne sommes d'ailleurs pas surpris du constat fait par Benoît Lallau (2015) qui, même après vingt-quatre ans de recherche en Centrafrique devrait constamment expliquer "où" se trouve son "terrain", si ce n'est d'indiquer, comme le montre Lombard (2016), le centre de l'Afrique sur la carte géographique du continent pour situer ses interlocuteurs.

Ce pays, nous le disions, en plus d'être moins connu, est en retard sur le plan socio-économique, en dépit de ses multiples potentialités naturelles et culturelles. Selon la Banque mondiale (2022: 36) le pays souffre d'un niveau de pauvreté élevé qui n'a que légèrement baissé depuis les années 1980. Pire, la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté est passée de 65,9 % en 2008 à 71,4 % en 2019 (*ibid.*). Territoire instable et marquée par la violence depuis l'époque précoloniale, la Centrafrique ne s'attire que des qualificatifs péjoratifs par comparaison aux autres pays de la sous-région : « Dernière tâche blanche » sur la carte de l'Afrique, et « cendrillon » de l'empire colonial (Kalck, 1992) ; « Etat fantôme » (ICG, N°136 déc. 2007) ; Etat en « agonie » ou en « naufrage » (Niewiadowski, 2014) ; « cœur des ténèbres » (Lallau, 2015) ; un pays au « destin volé » (Yanis, 2016) ; un « Etat de rébellion [State of Rebellion]» (Lombard, 2016) ; ou encore un « pays qui n'existe pas » (Tuquoi, 2017). La seule évocation de ces termes qui apparaissent dans les titres de certains articles et ouvrages sur la Centrafrique témoigne à suffisance qu'il s'agit d'un pays qui traîne une longue histoire particulièrement sombre.

Et pour cause, l'occupation territoriale de l'actuelle Centrafrique a été consécutive à des persécutions subies par des populations vivant ailleurs (Kalck, 1992). Ces populations d'installation récente ont ensuite été longtemps suppliciées à l'époque précoloniale (Prioul, 1981 ; Téné-Koyzoa, 2006) et pendant la colonisation (Gide, 1927 ; Bellec, 2014), puis tenue en haleine dans les crises à répétition dès l'indépendance avec les coups d'État militaires réussis ou manqués (Gomina-Pampali, 2017), ou des mutineries (Ounda, 2018) et autres massacres de populations (Chauvin, 2009 ; Bissakonou, 2015). Pour certains, cette situation d'insécurité est dû à la négligence ou au manque de contrôle étatique sur une partie du territoire devenue le fief des bandits et groupes rebelles (Lombard, 2012) qui excellent dans la prédation des ressources naturelles (Chauvin *et al.*, 2015), mais aussi à la mauvaise gouvernance et à l'insécurité

⁶ C'est le cas du sacre de l'Empereur Bokassa 1^{er} (le 4 décembre 1977) suivi du massacre des élèves et étudiants (janvier et avril 1979), les coups d'Etat et mutineries, et récemment les images des atrocités commises par les groupes armés Séléka et Anti-Balaka (fin 2012, 2013 et les années suivantes) entre autres.

généralisée dans la sous-région (Niewiadowski, 2014 ; International Crisis Group, 2017), à des ingérences externes (Filakota, 2018 ; Lallau, 2015 ; Nguinza Akamgbì Kodro, 1979). Ce tableau apparaît suffisamment obscurci pour qu'un observateur même non averti en parle en des termes exclusivement positifs. La violence est devenue pour ainsi dire, consubstantielle à l'histoire de la Centrafrique. D'où nécessité de s'interroger en toute légitimé : qu'est-ce qui sous-tend la récurrence d'une telle situation en dépit des tentatives répétées d'endiguer les conflits violents en Centrafrique?

En effet, à travers cette longue histoire, on se rend aisément compte que la jeunesse se trouve au centre de ces crises. Cette jeunesse qui organise avec les adultes valides les ripostes face aux razzias (Kalck, *idem*) à l'époque précoloniale, devenue ensuite cible et victime à bas âge⁷ (Both *et al.*, 2020), parle encore d'elle dès 1928 avec son implication dans la guerre anticoloniale du *Kongo-wara* (Nzabakomada-Yakoma, 1986). Ce fut encore le cas en 1979 avec le massacre des élèves et étudiants revendicateurs sous le règne dictatorial de l'Empereur Bokassa 1^{er}, la mobilisation des jeunes militaires durant les mutineries de 1996-1997, les luttes anti-Zaraguina, les tentatives de coups d'Etat manqués ou réussis. Mentionnons enfin plus proche de nous, l'emballlement de la situation sécuritaire depuis fin 2012 sur fond d'instrumentalisation politique du religieux avec une multiplication sans précédents des groupes armés (Dukhan & Planner, 2017) qui sont officiellement au nombre de quatorze selon l'"Accord politique pour la paix et la réconciliation en Centrafrique" (APPR-RCA) dit *Accord de Khartoum* (février 2019). Représentés essentiellement par les ex-Séléka et les Anti-Balaka, ces groupes armés sont composés majoritairement des jeunes. Le gouvernement central, dépourvu de moyens de coercition a cependant du mal à contenir les ardeurs de ces groupes armés (dont les mercenaires étrangers) qui profitent de cette faiblesse pour racketter les pauvres populations (si elles ne sont pas massacrées) et exploiter les ressources dont regorgent les territoires qu'ils occupent : la RCA serait devenue ce que Tuquoi (2017) a appelé le "paradis des prédateurs". Tel que décrit, tous les ingrédients sont réunis pour faire du territoire centrafricain une "arène", concept que nous explicitons dans le paragraphe suivant.

III.2- La Centrafrique comme arène politique

Comme nous venons de l'expliquer, le territoire centrafricain a été longtemps marqué par les conflits violents et récurrents. Pour comprendre ce contexte de trouble persistant, nous

⁷ Nguinza Akamgbì Kodro (1978) avance par exemple qu'à l'époque coloniale, la culture du coton, du café et la cueillette du caoutchouc étaient obligatoires pour tout homme et toute femme à partir de 10 ans.

proposons le concept d'*arène politique*, cher à la science politique, très usité en anthropologie politique et en anthropologie du développement entre autres.

Historiquement, la notion d'*arène* est apparue en référence aux *corridas* (espagnoles), ces courses de taureaux organisées dans un espace clos de combat (d'abord des places fermées, ensuite des amphithéâtres circulaires spécifiquement dédiés). L'*arène* constitue donc *à l'origine un lieu d'affrontement et de violence*. Sa transposition dans l'univers politique véhicule l'idée d'une confrontation brutale et elle fait sens dans cette acception, aussi bien dans le langage courant que pour ses développements plus savants. Dans le sens où nous l'entendons, une *arène* est « Une scène, territoriale ou politique, d'interactions entre les individus en lien avec des luttes institutionnelles, un lieu où les acteurs politiques interagissent, s'affrontent, exercent le pouvoir ou y résistent, mais sans que l'issue des négociations^[8] soit mécaniquement maîtrisée ou instrumentalisée par une catégorie d'acteurs » (Faure, 2013, déf. de l'entrée). Dans l'*arène*, il y a donc une scène avec de multiples acteurs (visibles ou invisibles^[9]) qui disposent des marges de manœuvre ou capacités d'action basées sur des ressources et pouvoirs variables (Sardan, 1993).

Olivier de Sardan considère que c'est peut-être dans le contexte des analyses de Bailey que le terme arène, emprunté à la science politique, est le plus significatif. En effet, ce dernier voit la vie politique, nationale comme locale, en termes de « jeu »^[10], où se confrontent et s'affrontent les acteurs sociaux autour de leaders et de factions. « L'*arène* est, au fond, l'espace social où prennent place ces confrontations et affrontements », un lieu où « des groupes stratégiques hétérogènes s'affrontent, mus par des intérêts (matériels ou symboliques) plus ou moins compatibles » (Olivier de Sardan, 1995 : 232, 227-228).

Conscient de son caractère polysémique, le concept d'*arène* sera utilisé ici pour désigner essentiellement le « lieu » (Kasfir, 1976 ; Bako-Arifari, 1995, cités par Dartigues, 2001) où prennent place ces affrontements d'acteurs et leurs divers intérêts. Ce « lieu » sera donc la République centrafricaine et l'espace ou la scène socio-politico-militaire, le niveau national

⁸ Norman Long avec la notion d'interface, ou Thomas Bierschenk avec la notion d'*arène*, présentent ces « lieux » comme étant aussi des « espaces » de *négociation* (Dartigues, 2001), donc pas seulement de *confrontation*.

⁹ Comme le rappelle Swartz (1968, cité par Dartigues, 2001), ces acteurs peuvent être présents ou absents. Bailey (*ibid.*) parle à ce propos du « monde extérieur » (donc opposé au monde intérieur), le fait que tous les groupes ou individus ne sont pas présents physiquement dans l'*arène*.

¹⁰ Des situations d'interaction ou de compétition (Wojcik, S., 2015).

mais aussi local¹¹ où se déroulent ces « rapports sociaux de lutte » (Dartigues, *idem* : 3). Comme le dit Bailey ([1969] 1971: 224) « Les conflits (...) offrent la plupart des caractères d'une arène de compétition : la subversion, l'affrontement, la collusion, le duel, etc. ».

La République centrafricaine offre de nos jours une configuration telle que ce concept d'arène paraît mieux la décrire : existence de multiples acteurs présents ou absents (politico-militaires, étrangers ou nationaux, ONG, enfants et jeunes délaissés, groupes armés non étatiques, miliciens pro-gouvernementaux, mercenaires, etc.) et des intérêts divers, parfois contradictoires, luttes internes et antagonismes souvent en lien avec les institutions de l'Etat, affrontements et négociations, instrumentalisations, ... Rétrospectivement, le passé précolonial et colonial centrafricain présente également une situation de prédation, d'affrontements, de compétitions et d'antagonisme : rivalités interethniques, razzias et déportations, conquête occidentale et collision avec les esclavagistes arabo-musulmans, oppressions coloniales, résistances autochtones et populaires (défense et pièges tendus aux esclavagistes, révoltes et affrontements entre colons et autochtones), expéditions punitives, etc. Sans discontinuité apparente, ces dernières années, des régions entières et une population entière (jeune essentiellement) est confrontée à une violence persistante, avec une accentuation sans précédent de celle-ci depuis fin 2012 et début 2013. Au final, la notion d'arène politique devient ici un dispositif d'élucidation à la fois descriptif et analytique pertinent pour une intelligibilité des conflits violents et récurrents survenus en Centrafrique. Cela conforte ce regard à la fois historique et anthropologique dans la mesure où, l'arène implique également l'idée d'une construction progressive au fil du temps, et inscrit dans un long processus.

Cela dit, il nous faut noter en revanche que le concept d'arène politique, loin de donner une description complète de la situation observée en Centrafrique, comprend aussi quelques limites. C'est ce que souligne Laurent Dartigues (2001) qui précise que l'intelligibilité immédiate produite par le concept d'arène n'est probablement pas sans rapport avec la conceptualisation d'un espace plus ou moins clos de luttes. Ramené à notre sujet, cela reviendrait à considérer la Centrafrique comme un territoire renfermé. Or, il est de notoriété que les crises centrafricaines ont non seulement une dimension régionale (Marchal, 2009 ; Chauvin *et al.*, 2015), mais sont également insérées dans la géopolitique internationale (Béninga *et al.*, 2017). Par contre, pour

¹¹ Laurent Dartigues rappelle que Ted C. Lewellen (1983) circonscrit l'arène à l'intérieur du champ et note cependant qu'en règle générale on utilise indifféremment l'un des termes pour l'autre et vice versa. Olivier De Sardan (1993) considère également le niveau local (le développement local) comme un “champ” politique local.

les acteurs jeunes, cet espace (la RCA) reste relativement clos, et ce lien/insertion dans les réseaux externes passe donc indirectement par d'autres acteurs en l'occurrence les hommes politiques, les politico-militaires, les chefs rebelles, les mercenaires et chefs de guerres, les ONG, etc. Considérant avec Olivier de Sardan (2013) que les acteurs qui évoluent dans une arène sont tous dotés de pouvoirs inégalement distribués, il y a lieu de s'interroger sur la capacité à disposer de ce pouvoir chez les jeunes en Centrafrique dans une configuration aussi complexe qui les a vus naître et où ils jouent également des rôles. Car l'exercice même d'une capacité d'action stratégique (*strategic agency*) implique une base de pouvoir, de même que la maîtrise d'un horizon plus large et des conséquences de ses actions à long terme sous forme de gains ou de profits politiques (Alcinda Honwana, 2000). En supposant leur non maîtrise des horizons de leurs engagements au-delà du niveau local et national (dans une moindre mesure), les jeunes ne deviennent-ils pas des ressources pour d'autres acteurs dotés de pouvoirs plus importants ? Avant d'aller plus loin, tâchons de décortiquer d'abord ce concept d'agentivité (*Agency*).

III.3 *Agency*¹² et la position de la jeunesse dans l'arène politique en RCA

Commençons par rappeler ici que le concept d'arène que nous venons d'expliquer est inscrit dans une approche dite « orientée vers les acteurs » et inspirée de Anthony Giddens ([1984] 1987) dans sa théorie de la structuration qui met l'accent sur les capacités d'action humaine (*human agency*) des acteurs au sein d'un système avec lequel ils interagissent. La notion d'arène étant liée au contexte du pays dans cette thèse, celle d'agentivité permet d'élucider le positionnement et les capacités d'action des jeunes à agir ou réagir comme acteurs dans cette arène, et liée à leurs comportements pragmatiques en relation dialectique avec l'arène (Olivier de Sardan, 1995, en référence à Giddens, 1979, 1984, 1987). La notion d'arène éclaire et est donc complémentaire à celle d'agentivité dans une reconnaissance de la dialectique entre acteurs (ici les jeunes) et le système (la société centrafricaine marquée de violences). C'est dire que les individus font la société, mais sont en même temps contraints par elle comme Giddens nous le propose dans sa théorie de la structuration, laquelle nous permet d'expliciter cette relation dialectique entre les jeunes et un contexte de conflits violents et récurrents.

¹²Terme anglo-saxon difficilement traduit en français par *agenceité* ou *agentivité*, à tel point que Jerome Vidal (2010) se demande s'il ne faut pas plutôt "renoncer à traduire *agency* ?". Olivier de Sardan (1995) traduit *agency* par "agenceité", et Michel de Fornel (2013) traduit ce terme par "agentivité". Nous n'avons pas de préférence particulière pour l'une ou l'autre de ces deux traductions, même si "agentivité" semble l'emporter dans cette thèse.

Giddens considère en effet l'action ou la capacité d'action, comme une capacité à faire quelque chose plutôt que comme l'intention de faire quelque chose. Pour Giddens (*ibid.*), l'agent est une personne ayant une certaine capacité transformatrice, dotée du pouvoir d'intervenir ou de s'abstenir. L'action est intrinsèquement liée au pouvoir, « capacité transformatrice ». Ainsi, pour être à même d'agir autrement, l'individu doit être capable d'exercer un certain pouvoir.

Cette conceptualisation s'illustre par notre cas d'étude de départ où Mike, confronté à la complexité de l'arène et la situation de contrainte qu'il vivait ensemble avec sa sœur, n'avait aucune autre option que d'accepter le secours des Anti-Balaka. Mike n'avait donc pas la capacité ni la possibilité de faire autrement. Mais comme nous l'avions souligné, au lieu d'être protégé, il finit par devenir protecteur (garde du corps) du chef de leur faction rebelle. On voit apparaître alors à quel point cette arène est transformatrice des individus, et particulièrement des jeunes. Si Mike avoue s'être porté "volontaire" pour combattre les Séléka, cela est une raison de plus pour expliquer que les actions/décisions des individus (et donc des jeunes) ne sont pas isolées, mais informés par les structures dans lesquels ils sont inscrits¹³. Pouvait-il refusé l'aide des Anti-Balaka ? Pouvait-il refusé d'être garde du corps ? La situation ne lui était pas favorable au regard du pouvoir limité dont il disposait. Plus loin, nous verrons que l'un des jeunes, garde de corps lui aussi, ayant refusé d'exécuter l'ordre de son commandant, s'est vu tiré une balle dans le bras par celui-ci. Cela corrobore le fait que les jeunes sont non seulement des innocents qui subissent les mouvements de la société du fait du faible pouvoir dont ils disposent dans un système contraignant, mais aussi comme des acteurs coupables qui font la guerre ou qui sont engagés dans les conflits violents du fait de leur poids démographique entre autres, vu que leurs conduites sont informées par ce système qu'ils contribuent également à reproduire (Alcinda Honwana, 2000 : 60-61).

Les jeunes réagissent donc en fonction des moyens (pouvoirs) dont ils disposent, car, pense Alcinda Honwana (*idem.*) à la suite de Michel de Certeau, ils disposent de « capacité d'agent tactique » (*tactical agency*) ; la tactique étant l'art du faible qui doit constamment manipuler les événements dans l'objectif de les tourner en « opportunités ». D'ailleurs, les parcours des jeunes que nous explorons dans cette thèse, démontrent à la fois une forte mobilité géographique¹⁴ de ces derniers, mais aussi une saisie au vol des événements en vue de les

¹³ C'est dire que les comportements et les décisions des oncles de Mike étaient également informés par un contexte de violence récurrente.

¹⁴ Voir Wilson (2019), notion de mobilité. Voir aussi Max Kassaï (2020).

tourner en opportunités. Nous essayerons donc de démêler cette situation à travers les récits de vie des jeunes dans une tentative visant à comprendre leurs décisions, leurs actions, leurs comportements, leurs discours, leurs représentations, leurs valeurs, leurs intérêts, etc.

Une autre préoccupation émerge cependant, celle de savoir s'il y a continuité ou discontinuité dans les conflits violents en Centrafrique. L'agentivité peut encore être utile ici comme approche. Selon Bhaskar (1979, cité dans le *Dictionnaire des sciences humaines*, 1994) le concept d'*agency* comme exprimant une réalité collective intermédiaire entre l'acteur et le système, « circonscrirait des agents qui puisent dans leur passé pour y trouver une interprétation commune guidant leur action et des moyens leur permettant d'atteindre des objectifs partagés. Elle contribuerait donc à faire exister une dynamique collective ». A la lumière de l'histoire centrafricaine que nous exploreront en profondeur, il apparaît que non seulement les hommes politiques font référence au passé conflictuel pour justifier la mobilisation des jeunes (cf. Chap. IV), mais les jeunes eux-mêmes y font référence pour se prévaloir d'une invincibilité mystique sur les champs de bataille (cf. Chap. VI) dans cette arène politique particulièrement violente.

Cependant, le concept d'agentivité comporte des limites en ce sens que pour Dartigues (*idem*), se référer à la notion d'« agency » promue par Anthony Giddens, c'est assigner les acteurs à jouer en quelque sorte une partition pré-établie, celle que les normes de leur appartenance leur imposent. C'est le cas ici d'une arène politique qui imposerait aux jeunes le statut d'acteurs violents dans un contexte de conflits violents et récurrents en Centrafrique. Or, selon Alcinda Honwana (*idem*) si ces jeunes peuvent être envisagés comme des innocents, il faut comprendre qu'ils ne sont pas « ces récipients vides dans lesquels on [la société] insufflerait la violence ». Autrement dit, ces jeunes disposent d'un certain pouvoir d'agir ou de s'abstenir qui peut les rendre coupables. Nous verrons plus loin à travers la trajectoire de Mike que nous avons expliquée précédemment, qu'il a été capable, bien que faisant face à une situation difficile au quotidien, de refuser la remobilisation armée pour aller combattre de nouveau lorsque la guerre a encore éclaté en 2020, en dépit de la sollicitation de ses anciens collègues qui s'y sont par contre engagés. Si ces derniers ont contribué à reproduire le cycle de violence, Mike a été capable de s'abstenir. Enfin, et plus important pour nous dans cette thèse, que ce soit dans l'un ou l'autre cas (bourreaux ou innocents), les jeunes sont là, et constituent une constante dans l'histoire des conflits en Centrafrique.

Poursuivons cette excursion conceptuelle en abordant cette fois les notions de jeunesse, conflit et violence. Bien que les acceptations de ces concepts puissent parfois aller de soi, il importe de préciser les sens précis dans lesquels ils sont utilisés dans cette thèse.

IV. Qu'entend-on par jeunesse, conflit et violence ?

Cette thèse s'articulant autour des jeunes dans un contexte de conflits violents et récurrents en Centrafrique, il est important de préciser dans quels sens les notions de "jeunesse", "conflit" et "violence" seront utilisées.

IV.1- Acceptation du concept *jeunesse*

Concept à controverse, la notion de jeunesse offre une entrée stimulante pour l'analyse des conflits au regard même de la croissance démographique en Afrique et ses effets controversés. Mais que signifie exactement cette catégorie démographique appelée "jeunesse"? Qui peut être désigné comme "jeune", surtout dans le cas de la Centrafrique qui nous intéresse ici ? A cette dernière question, un cadre du ministère de la jeunesse centrafricaine nous répondait ainsi : « Quand on parle de la jeunesse, c'est une jeunesse plurielle...parce que vous avez les déscolarisés, les sans-emplois et autres...les handicapés. Et dans le cadre de ce que nous avons arrêté dans le document de politique nationale, la tranche d'âge de la jeunesse se situe entre 18 et 35 ans » (entretien avec le Directeur général de la jeunesse, Bangui, février 2018). Il en ressort que dans le cas de la Centrafrique, la jeunesse est plurielle compte tenu de sa diversité évidente (PNPJ-2, 2020).

En effet, selon la Charte africaine de la jeunesse, est jeune « toute personne âgée de 15 à 35 ans » (Union africaine, 2006 : 3). L'Assemblée générale des Nations unies quant à elle, définit les jeunes comme étant des individus âgés de quinze à vingt-quatre ans et les enfants comme des personnes ayant moins de quinze ans. Cependant, il est à noter que ces définitions, calquées sur une approche démographique, reflètent le langage normalisé de l'Occident qui appréhende la jeunesse par rapport à l'autonomie et à un statut économique stable. Or, il est connu que dans beaucoup de cultures non occidentales, le statut social de « jeune » peut durer une période plus longue ou plus courte (ACORD, 2007 : 75-75). Car, dans les sociétés africaines, la jeunesse « ...est une construction sociale et politique plutôt qu'économique ; sont jeunes, [...], tous ceux qui ne sont pas ces *vieux* seuls détenteurs du savoir et du pouvoir » (d'Almeida-Topor *et al.* (éd), 1992 : 6-7). La « jeunesse » n'est donc pas une simple question d'âge

(Debos, 2013). Comme le précisent Filip de Boeck et Alcinda Honwana (2000: 5-6), « les notions d'enfance et de jeunesse ne peuvent être fondées sur de simples critères biologiques ; elles doivent plutôt englober des variables sociales et culturelles telles que le sexe, la religion, la classe, le rôle social, les responsabilités, les attentes, la race et l'ethnicité ». Cela démontre à quel point la jeunesse est et reste socialement pensée ou conceptuellement définie comme l'ont fait les anciens travaux anthropologiques à l'instar de ceux de Margaret Mead qui a conclut au caractère variable de cette catégorie selon la société considérée (Mead 1928, cité par Gosselin, s.d.).

Cela dit, dans cette thèse consacrée au contexte centrafricain, le terme *jeune* fera référence bien-sûr aux 18-35 ans, mais avec un élargissement aux adolescents, de même qu'aux personnes ayant dépassé 35 ans, mais qui se considèrent comme "jeunes" tout en sachant qu'il y en a qui appartiennent officiellement à la catégorie d'enfants (moins de 18 ans) ou d'adultes (plus de 35 ans). Car, de même qu'il est fréquent de voir des « jeunes dépasser l'âge de la jeunesse » (Pontiggia, 2020), de même il existe au sud du Sahara comme en Centrafrique des jeunes de 45, voire de 50 ans. Leur éternelle jeunesse étant synonyme d'échec social (Leboeuf, 2014) qui peut s'interpréter comme la légitimation de l'appartenance à une même « cohorte d'âge » marquée par l'expérience du chômage et des crises à répétition, de la rébellion, etc. Ils en arrivent alors à se considérer comme constituant une « génération historique » (Rasmussen, 2020). Comme le note Gosselin (s.d.), en scrutant les marqueurs sociaux conventionnellement considérés comme signes de l'entrée dans l'âge adulte (mariage, départ du foyer familial, emploi, etc.), les chercheurs ont constaté que ces derniers surviennent en général plus tard, créant une nouvelle période floue et généralement précaire entre l'adolescence et l'âge adulte, visible en Afrique comme ailleurs dans le monde. La jeunesse renvoie donc « [...] à la condition de dépendance et l'absence d'autonomie vis-à-vis de la famille, de la communauté ou de l'État » (Diouf et Collignon, *ibid.* : 10).

Selon le Plan opérationnel de promotion de la jeunesse centrafricaine (2021), 78% de la population est constituée des 0-35 ans. Cependant, si l'on considère les 10-35 ans, les jeunes constituent 46% de la population totale; c'est-à-dire, presque la moitié de la population totale¹⁵. Si l'on prend en compte la flexibilité sur laquelle nous insistons, il va sans dire que les "jeunes"

¹⁵ En 2003, 49,4% de la population centrafricaine était constituée de jeunes de moins de 18 ans, soit presque la moitié de cette population. La population âgée de 55 ans et plus constituait 6% de la population globale et celle âgée de 60 ans et plus, 4,2% de la population totale (RCA, RGPH 2003). Ces chiffres attestent de la forte proportion des jeunes dont le nombre ne cesse de croître.

constituent la majorité écrasante en RCA. Un groupe vraiment important qui aurait dû être la priorité de tous les gouvernements successifs que le pays a connus et qui devrait être au centre de toutes les analyses sur les conflits violents dans ce pays. Dans les pages qui suivent, seront désignés comme jeunes, les élèves, lycéens ou étudiants, les ex-combattants, les jeunes combattants (rebelles ou miliciens en activité), les jeunes non armés, certains éléments des FACA, les jeunes désœuvrés, citadins et ruraux, etc. Nous parlerons aussi de jeune pour désigner indistinctement tout jeune de sexe masculin ou féminin en dépit des rôles spécifiques qui sont les leurs dans les situations de conflictualité que nous analysons dans cette thèse.

Pour être complet, abordons à présent d'autres vocables tout aussi importants qui reviendront régulièrement dans cette thèse, et plus caractéristiques de l'arène politique centrafricaine : conflit et violence.

IV.2- Conflit et violence

Depuis le début de cette thèse, nous avons adopté l'expression *conflit violent* pour qualifier la situation qu'on observe en Centrafrique. Tâchons à présent de comprendre comment nous en sommes arrivé à cette formulation en commençant par le concept de *violence* avant d'aborder celui de *conflit*.

A l'instar des autres notions en sciences sociales, la notion de *violence* apparaît comme l'une des plus analysée et donc plus controversée dans la littérature savante. Retenons pour commencer, l'une des définitions (plutôt englobante¹⁶ selon Naepels, 2006.) proposée par Françoise Héritier (1996) pour planter le décor. Celle-ci entend par violence « toute contrainte de nature physique, ou psychique susceptible d'entraîner la terreur, le déplacement, le malheur, la souffrance, ou la mort d'un être animé ; tout acte d'intrusion qui a pour effet volontaire ou involontaire la dépossession d'autrui, le dommage ou la destruction d'objets inanimés (...) » (Héritier, 1996 : 17). Dans la même veine, Jacky Bouju et Mirjam de Bruijn (eds) (2005 :5) considèrent comme violent « tout acte intentionnel visant à assujettir autrui contre sa volonté en lui infligeant une souffrance psychique [...] ou physique [...] ».

Loin de refaire le débat sur une étiologie de la violence, il faut noter que les travaux anthropologiques se sont généralement portés en faux contre les théories de la violence

¹⁶ Suffisamment englobante, cette définition nous épargne des longs débats sur les différents types de violences, telles la violence physique, psychologique, symbolique, structurelle, etc.

d'inspiration éthologique ou biologique, qui font de la violence une pulsion primordiale et une manifestation de « tendances agressives », et insistent sur le caractère culturellement codé de la violence dont l'exercice, loin d'être la simple manifestation d'une décharge instinctuelle, requerrait en toute société une ou des formes d'apprentissage (Gérard Lenclud *et al.*, 1984 : 13).

En abordant le concept de violence dans cette thèse sur la Centrafrique, il nous est inévitable d'aborder celui de *conflit*. Car nous avons déjà commencé à parler de *conflit violent*. Pour comprendre ce groupe de mots, nous feront référence à Michel Wiervioka (1996: 93) qui entend par *conflit* « un rapport, structuré de façon plus ou moins stable ou durable. Les acteurs qui s'opposent dans un conflit, dit-il, sont des adversaires, et non pas des ennemis, et même si tout n'est pas négociable dans un conflit, celui-ci est le contraire de la violence, qui ferme l'espace de la discussion et du débat au profit de la rupture ou du seul rapport de force ». Pour Lagrange (1982, cité par Sylla, 2015 : 21), « le conflit est un processus organisé qui met aux prises des adversaires dans un duel. Il comporte des phases successives d'avances et de reculs, s'étalant sur une période longue ; pas de paroxysme unique. Sur le plan politique, il est interprétable en termes d'enjeux, d'acteurs, de stratégies ».

Certes, nous considérerons à la suite des propos de Wiervioka, que est conflit toute situation d'antagonisme et d'adversité structurellement constituée avec des possibilités de dialogue, et est violence toute rupture de dialogue et de négociation entre adversaires entraînant des situations de souffrances physique, psychologique ou autres. Par conséquent, un *conflit violent* est une situation dans laquelle les acteurs sont dans une adversité constante parfois rythmée de dialogues (et des phases d'avances et de reculs), mais dans laquelle aucune solution durable n'est trouvée au conflit, conduisant à des éclats récurrents de violences. Cela dit, nous utiliserons à travers les lignes qui suivent la formulation *conflit violent* pour parler des pics de violences survenues en Centrafrique, car nous postulons que la Centrafrique, au vu de la récurrence des crises violentes qu'elle a connues (et qu'elle connaît encore), vit dans une situation quasi permanente de conflit. Cela n'exclut pas que nous utiliserons les concepts de violence ou de conflit pour désigner les réalités que chacun de ces concepts exprime spécifiquement comme ci-haut explicité.

Enfin, adoptant une posture méthodologique, il est à considérer avec Turner (1957, cité par Laurent Dartigues, 2000) que le conflit constitue une épreuve (du point de vue de l'observateur) permettant de dévoiler, à partir de situations concrètes, le fonctionnement de la société dans sa continue transformation. D'une certaine manière (dans un paradigme fonctionnaliste et

méthodologique notamment), le conflit, débarrassé de toute connotation négative, se trouve au cœur de l'interprétation de la vie sociale (Gluckman, 1956) ; même s'il apparaît que les conflits peuvent aussi bien mener à la désagrégation d'un ensemble social qu'à sa reproduction (Olivier de Sardan, 1995). C'est dire que le concept de conflit permettra non seulement de comprendre le fonctionnement de l'arène politique en RCA, mais aussi de saisir la réorganisation/transformation de la société centrafricaine.

Terminons ce paragraphe en précisant que les concepts conflit, violence et crise, sont si souvent tellement liés qu'ils finissent par être parfois pris comme des synonymes. Quant au concept de guerre, il est le stade suprême de la crise et du conflit dont la violence (organisée) en est le trait essentiel (Sylla, *idem*). Dans le cas de RCA, on a souvent parlé de guerre civile (angl. *inter-state war*), ce qui place le pays dans le sillage des « nouvelles guerres » (Badie & Vidal, dir., 2016) ou des « guerres contemporaines » dont la définition suivante corrobore cette situation d'arène politique caractérisée par

la présence sur les théâtres d'affrontement de belligérants qui n'appartiennent à aucune troupe régulièrement constituée, mais à des groupes, plus ou moins formels et organisés, plus ou moins mobiles et éphémères, plus ou moins politisés ou criminels, composés de rebelles, de partisans, de miliciens, d'activistes, de terroristes ou de mercenaires, aux loyautés sociales et politiques qui les placent en décalage et en opposition aux Etats, et employant des moyens de combat dont le spectre va des plus conventionnels aux plus répréhensibles (Azzellini & Kanzleiter, eds, 2003, cité par Linhardt & Moreau de Bellaing, 2013).

Cette excursion conceptuelle achevée, tâchons à présent de donner un aperçu du contenu de cette thèse avant de nous plonger de manière détaillée dans les débats.

V. Structure de la thèse

Cette thèse est structurée en sept chapitres dont le chapitre introductif (chapitre I). Au deuxième chapitre, nous présentons Bangui et Paoua, respectivement zones urbaine et rurale, comme des terrains pertinents pour la recherche sur les jeunes et les conflits violents en Centrafrique. Nous y abordons aussi le contexte de précarité dans lequel les nombreux jeunes vivent dans ces contrées. Considérés comme les « points chauds » en termes d'instabilité en Centrafrique, Bangui et Paoua illustrent parfaitement les conflits violents et récurrents auxquels les jeunes sont confrontés dans le pays à travers l'histoire. Suite logique du deuxième chapitre, le chapitre trois présente les contextes d'instabilité durant lesquels nous avons effectué les collectes de

données empiriques, et les bricolages méthodologiques auxquels nous avons recourus sur des terrains aussi bien sensibles que difficiles, illustrant par la même occasion la situation d’arène politique particulièrement violente en Centrafrique. Étant Centrafricain et jeune nous-même ayant vécu les derniers conflits violents, nous avons pu comprendre que l’endoethnographie a été bénéfique dans certains cas, mais préjudiciable dans d’autres. Ce chapitre s’achève avec la présentation du cadre de traitement et d’analyse des données recueillies.

En répondant à la question de savoir comment s’est formée l’arène politique au fil de l’histoire de la Centrafrique, et quels rôles y ont joué les jeunes, le chapitre quatre décrit la construction de l’arène politique (au cœur de laquelle évoluent les jeunes) au fil de l’histoire (précoloniale, coloniale et postcoloniale) de la Centrafrique. Dans ce chapitre, nous démontrons que les conflits violents actuels s’inscrivent dans la continuité des violences qui ont jalonné toute l’histoire du territoire centrafricain, et que les jeunes ont été depuis fort longtemps au cœur des actes de violences et ripostes communautaires. Les situations de prédatation au sein desquelles les populations dont les jeunes ont été fort longtemps prises comme des ressources par les acteurs externes et internes y sont également explicitées.

Au chapitre cinq, nous prolongeons la réflexion sur l’arène politique en terre centrafricaine en analysant les conditions d’apparition des milices armées ou groupes de rébellion, de leur fusion et/ou éclatement en plusieurs sous-groupes et de leur perdurance comme principaux acteurs de violence. Nous y montrons que les milices et groupes armés en Centrafrique s’inscrivent dans une continuité avec le passé et qu’ils constituent *in fine* une mise à jour des anciennes traditions de défense/riposte communautaire à la faveur d’un contexte toujours aussi favorable. Nous en concluons que les groupes armés en Centrafrique ne doivent pas être saisis comme des structures statiques à démanteler à l’arrêt des combats, mais appréhendés à travers leurs capacités à changer et s’adapter pour se pérenniser. Les chapitres quatre et cinq ont donc le mérite de décrire la construction de l’arène politique (chapitre IV), la résurgence et la pérennisation (chapitre V) des conflits dans cette arène en Centrafrique via les acteurs armés non étatiques.

Dans une démarche biographique, le chapitre six examine les parcours des jeunes impliqués dans les groupes armés en Centrafrique, en répondant à la question de savoir “qui sont les jeunes rebelles et miliciens?”. Centré sur les itinéraires des acteurs jeunes de cette arène politique, nous y décrivons le processus par lequel ceux-ci deviennent des combattants rebelles, puisqu’en dépit

d'un contexte de conflits violents et récurrents, tous ne choisissent pas la voie de la violence armée. À travers ce chapitre, nous explorons en profondeur la capacité d'action (agentivité) des jeunes dotés de pouvoirs limités, mais pris dans une interaction avec un contexte contraignant qu'ils contribuent à reproduire. Le chapitre sept fait entrés dans le débat les chefs rebelles et leaders des factions rebelles qui disposent de pouvoirs plus importants sur les jeunes : les commandants de zones ou "com-zones" et le système de réseaux qu'ils mettent en place pour maintenir ces jeunes dans leurs sillages. Nous y montrons que non seulement les enfants et jeunes sont devenus des ressources durant et après les conflits pour leurs commandants, mais que le pouvoir de ceux-ci sur ces enfants et jeunes est renforcé par d'autres acteurs tels ceux de la protection de l'enfance pour qui les "com-zones" sont un passage obligé pour atteindre les enfants et jeunes à démobiliser. Cela illustre la complexité de cette arène politique dans laquelle il est difficile pour les jeunes de sortir. D'une certaine manière, le chapitre six aborde l'agentivité des jeunes dans une société déstructurée, et le chapitre sept traite de cette agentivité des jeunes face à leurs commandants et autres acteurs dans une relations dialectique.

Enfin, pour clore notre argumentation, nous précisons dans la conclusion générale en quoi depuis fort longtemps, les jeunes en terre centrafricaine font objet d'exploitation au même titre que les ressources naturelles exploitables par l'homme pour répondre à ses besoins.